

Monique Dental

Tél : 01 42 23 78 15 - 06 73 44 78 65

monique.dental@orange.fr

Trajectoire militante

Genèse de mon engagement au cours des années 1959 à 1968

Je suis née le 6 juillet 1943 à Cessenon-sur-Orb (34). Je suis l'aînée d'une famille d'origine ouvrière. Mes parents, originaires du sud de la France (Béziers-Sète) viennent s'installer à Paris à la Libération pour y trouver du travail. Mon père qui avait quitté la marine (sabordage de la flotte de Toulon) « s'embauche » comme ouvrier aux usines Peugeot, puis Renault, plus tard comme magasinier dans une entreprise de robinetterie.

Je connais les conditions de vie difficile des foyers ouvriers français de cette époque dans un quartier populaire du 11^{ème} arrondissement de Paris où vivent de nombreuses familles françaises immigrées de même condition. Témoin du militantisme d'un père qui rompt douloureusement avec le Parti Communiste Français au moment des événements de Hongrie et qui souffrira particulièrement du désaveu et du rejet de son père qui avait contribué avec son cousin (Jules Mioch) à la création du PCF dans le Languedoc-Roussillon.

Pour ma part, j'entretiens avec mon grand-père des relations très fortes, je garde le souvenir vivace des soirées où dans mon enfance, lors des vacances scolaires que je passais chez lui, il me racontait les deux dernières guerres, le Front Populaire et ses engagements. Cette image symbolique puissante a certainement eu un rôle dans la conscientisation ultérieure de mon « appartenance de classe ».

Ma grand-mère maternelle était également militante du PCF à Sète. Son premier mari, mon grand-père maternel, était un militant catalan espagnol. Victime de la période des années fascistes, il fut emprisonné par les Français et par les Espagnols et finit par mourir des suites de la torture.

Dès l'âge de 14 ans, après avoir passé le certificat d'études, je prends la décision de travailler. Nous sommes en 1957, cette situation n'est pas exceptionnelle parmi les enfants aînés des familles ouvrières de l'époque. Ce fut en fait le premier acte de mon émancipation par rapport au milieu familial.

Très tôt, j'éprouvais une sensibilité marquée à l'injustice. Je refusais les propos racistes, les jugements dévalorisants sur les familles venant de « province » comme la mienne qui baragouinaient un mélange de français, de catalan et d'occitan parlé par mes parents à la maison, mais que mon père interdisait à ma mère d'utiliser lorsqu'elle s'adressait à mon frère et moi pour « *que nous n'ayons pas de problème à l'école* ». Pendant la guerre d'Algérie, les propos racistes qui émaillaient des conversations courantes me révoltaient. Ils étaient en totale opposition avec l'éducation que nous donnaient nos parents, avec leur vie quotidienne, avec notre histoire familiale.

Nous habitons passage du Bureau à Paris dans le 11^{ème} et j'étais immergée dans une population très cosmopolite, sans commune mesure avec les quartiers-ghettos d'aujourd'hui. Enfants, nous jouions dans la rue au milieu des ouvriers algériens et français qui, dès qu'il faisait beau, prenaient leur gamelle dehors sur les trottoirs devant l'usine des Agrafes Françaises (elle n'existe plus de nos jours, elle a été démolie fin 1970). Nous ne partagions pas que l'espace, nous partagions au sens le plus large, comme on sait partager parmi ceux et celles qui ont peu.

J'ai encore le souvenir de mes révoltes verbales rétorquant aux remarques racistes d'autres enfants à l'école et prenant la défense de celles qui subissaient des propos qui m'indignaient. Je me rappelle la haine encore vive envers des enfants juifs alors que les atrocités de la guerre et de l'holocauste étaient encore proche.

Mes engagements militants par la suite se nourriront de ce terreau de mes premières années au Passage du Bureau. La rue était la pièce principale d'un trop petit appartement et ses habitants, aux origines si diverses, formaient ma famille élargie.

Mes motifs de révolte exprimaient ma propre soif de liberté, de justice, j'étais animée par le refus de la haine, de l'iniquité, de l'arbitraire. Ces sentiments entraient en résonance lorsqu'il s'agissait de la condition des Noirs (j'écoutais l'émission « Pour ceux qui aiment le jazz » et découvrais l'histoire de l'esclavage). J'aspirais au respect de l'être humain, de l'individu et voulais que les Algériens soient considérés comme des êtres humains à part entière.

Ma construction personnelle : enfant rebelle, adulte avant que d'être adolescente, engagée sûrement !

Je m'engage dans le soutien aux luttes anti coloniales et anti-impérialistes lors des guerres d'Algérie et du Vietnam ...

Pour moi, acquérir des connaissances était synonyme de liberté. Je poursuis donc des cours du soir à la Mairie du 11^{ème} tout en travaillant. Mais les conditions de logement et de vie en général favoriseront l'apparition d'une pleurésie tuberculeuse. Je passe plusieurs mois en préventorium où je poursuis ma scolarité à mi-temps et j'apprends la dactylographie, ce qui me permettra, à mon retour à Paris de travailler comme dactylo-facturière, puis comme secrétaire, grâce aux cours dispensés par la formation professionnelle des adultes, rue du Commerce.

Le contexte de l'époque en France est marqué par une forte politisation liée à la guerre d'Algérie. Première manifestation contre la guerre d'Algérie en octobre 1960, puis celles du 1^{er} novembre 1961 et de Charonne. Ce sont aussi les actes de dénonciation de la torture en Algérie, le PSU qui fait voter l'insoumission. Je réalise la capacité qu'ont des femmes et des hommes de s'opposer à l'arbitraire de la colonisation et de la guerre.

Ma rencontre avec la guerre d'Algérie se produit de manière précise en 1959 par l'intermédiaire d'un militant nationaliste algérien de base, Mohammed Yezid qui travaillait rue Alexandre Dumas comme horloger chez un petit bijoutier du quartier. Je partage rapidement certaines de ses activités pour le FLN algérien - pour lesquelles on ne me donnait pas d'explications que par ailleurs je ne demandais pas. Les circonstances me conduisent à le cacher durant plusieurs mois. Une communauté de vie bien fragile et soumise à l'inquiétude quotidienne s'instaure entre nous pendant les longues périodes du couvre-feu. Je deviens sa « complice clandestine ». Je m'occupe de son fils Bruno dont il a la garde lorsqu'il est arrêté, avant de l'épouser à l'indépendance. Nous aurons raison du racisme et de l'indifférence à la guerre et à la colonisation : fin 1962 naîtra notre fille, Sonia. Je divorcerai en 1969. De cette double clandestinité, où mon mari a joué le rôle de pygmalion, ma conscience spontanée et humaniste se transforme en une conscience élaborée.

1963 / 1967 : de l'émancipation à la conscience d'être. Le passage du « moi » singulier au « nous » collectif.

En 1963/64 : notre adhésion mon mari et moi au PSU dans le 3^{ème} arrondissement de Paris, allait de soi. Je me rappelle bien de son secrétaire Georges Zilberg et sa femme Rosette de Robert Bressler cet autre militant infatigable qui m'ont beaucoup apporté sur le plan théorique et joué un rôle dans ma construction militante consciente. Des idées partagées avec les militants du PSU et son organe Tribune Socialiste, je retiendrai la rupture définitive avec toute idée de rapprochement avec le PCF, les stages de formation théorique et les universités d'été, particulièrement celle qui s'est tenue à l'Île de Mignot à Poissy en 1964 (ou 1966) où j'ai découvert les formes d'organisation en autogestion de la vie quotidienne et fait ma première expérience de compte-rendu public d'un atelier, celui sur l'éducation et l'enseignement supérieur animé par Michel Rocard.

Je travaillais dans le privé, Je ressens alors le besoin de prendre des responsabilités syndicales à la CFDT et de faire partager mes connaissances acquises en droit du Travail (étudiante à l'Institut des

Sciences Sociales du Travail rue Cujas) en faisant les permanences à la Bourse du Travail rue Charlot à Paris, sous la responsabilité de Raymond Darsel.

Ma vie personnelle se répartissait entre un travail à temps plein, des activités syndicales et de militance au PSU, des études par correspondance et des obligations familiales que je menais avec énergie et engagement : il me restait cinq heures pour dormir. Je puisais dans chacune de ces activités l'énergie qui me permettait de les mener toutes et ceci pendant plusieurs années.

De ma période de militance au PSU de 1963 à 1967

Je garde le souvenir des positions intransigeantes et sans compromission sur la guerre l'Algérie et contre la colonisation en écho à mon besoin de radicalité et des axes forts d'engagements, cette idée d'être dans « la vraie vie », d'y acquérir une conscience d'être qui s'est construite, s'est forgée, s'est élaborée dans l'action avec ténacité et volonté dans une réflexion collective intense, exigeante, palpitante, jalonnée d'espoir et de lendemains prometteurs.

Cette période est jalonnée d'évènements marquants :

Ma participation au comité Vietnam de base avec d'autres membres du PSU local, les actions de « lutte idéologique » sur le marché rue de Bretagne, l'ébullition de débats intransigeants sur les différences avec le Comité Vietnam national furent le prolongement logique de mes premiers engagements contre le colonialisme. C'est aussi la découverte des rapports Nord-Sud, des solidarités internationales dans les luttes d'émancipations coloniales et anti-impérialistes avec le CEDETIM, la question des immigrations, les solidarités entre travailleurs français et immigrés comme une seule classe ouvrière.

Les questionnements et les expériences autogestionnaires (que j'ai expérimentées par la suite à petite échelle dans le microcosme de la Faculté de Vincennes pendant quelques années).

La perception de la femme comme sujet social y était déjà présente comme en témoigne l'affiche d'une réunion publique le 2 mars 1967 « Décoloniser la femme » : parce que colonisée en tant que travailleuse, en tant que mère, en tant que femme. Mais le PSU a manqué d'audace dans ce domaine, même s'il a joué un rôle dans le MLAC quelques années plus tard dans la lutte pour le droit à l'IVG. Ce sont les militantes féministes qui théoriseront la « libération des femmes » pour que les femmes deviennent des sujets d'Histoire avec un grand H en même temps que sujets de leur propre histoire.

La volonté de démocratiser l'école « ouverte à tous », la lutte contre la hiérarchie, le rejet de la société de consommation, la baisse du temps de travail, la formation tout au long de la vie, les propositions de l'économie sociale et solidaire, les prémisses de la réflexion écologiste, les questions paysannes, celles du nucléaire furent de véritables découvertes et restent d'actualité.

La question de l'alternative efficace face à la situation politique du pays, la recherche de nouveaux modèles à construire, les expériences de démocratie directe des premiers élus, d'organisations des territoires, la question des institutions face aux questions sociétales et aux mouvements sociaux.

Autant de questions essentielles qui préfigurent l'explosion et le bouleversement de mai 1968. Autant de sujets que nous n'avons pas fini d'explorer, autant d'apports, autant de thèmes récurrents qui heurtent la société à la recherche de solutions en vue d'une réelle transformation sociale.

Mon parcours professionnel et mon militantisme = un mouvement à double sens

Et puis, il y a aussi les circonstances de la vie qui vous font bifurquer vers des directions insoupçonnées en formant les traces structurantes dans un parcours de vie. Une opportunité particulière m'amène à travailler comme secrétaire au journal l'Express, à l'époque souvent plastiqué parce que pro-FLN algérien, d'abord au service maquette publicité, puis comme secrétaire des rédacteurs, plus précisément de Jacques Derogy. Je vis cette période de débats intenses autour des

articles et des contributions d'hommes politiques ou publics engagés, à gauche comme à droite (Mauriac, Mendes-France, François Mitterrand) qui défendent l'idée de la nécessaire décolonisation en se démarquant de la SFIO et de Guy Mollet et qui feront poids dans le débat politique. Ces prises de position nourrissaient également nos échanges familiaux sur les orientations de l'Algérie après l'indépendance.

Les élections présidentielles de 1965 représentent un tel espoir pour la gauche de l'époque que le journal L'Express met à disposition de François Mitterrand deux secrétaires (je suis l'une d'entre elles) pour faire sa campagne. Au bout de deux mois, je suis engagée à la CIR (Convention des Institutions Républicaines) un des pôles qui donnera rapidement naissance à la FGDS (Fédération de la Gauche Démocratique et Socialiste) où je travaille au secrétariat de Gabriel Bergounoux et de Louis Mermaz.

Première rencontre avec Yvette Roudy qui animait la commission femmes de la FGDS et avec Colette Audry.

Je vis difficilement les différences d'orientations politiques avec la FGDS - je suis membre du PSU dans cette période - et c'est avec soulagement que j'accepte la proposition qui m'est faite par Laurence Soudet qui était chargée de la revue « Le Courrier de la République » de travailler comme secrétaire personnelle du Président Pierre Mendès-France, qui était alors député de Grenoble, apparenté PSU (j'ai 22 ans) et ce jusqu'à ce qu'il perde la députation en septembre 1968.

Et, fin 1967, en désaccord avec les orientations prises lors de son Congrès, je quitte le PSU.

Parti de la Révolution Socialiste Algérien

Depuis les deux dernières années passées au PSU, j'ai milité parallèlement dans la double appartenance : au PSU au plein jour et dans le PRS (Parti de la Révolution Socialiste algérien), parti d'opposition clandestin en France dont mon mari était proche, fondé après le coup d'État de Ben Bella par Mohamed Boudiaf qui fut plus tard président de l'Algérie et assassiné. J'y ai pris une part active jusqu'en 1974 dans la clandestinité, comme secrétaire de Rachid Krim dans les locaux de la rue Sainte-Croix de la Bretonnerie, dont le locataire officiel était Denis Berger.

Mai 1968

J'ai 25 ans. En Mai 68, je suis de celles et de ceux qui occupent la Sorbonne et l'école maternelle rue Dupetit-Thouars où ma fille était scolarisée. Nous dénonçons les exactions racistes de la directrice envers des enfants de parents immigrés et obtenons sa mutation après nous être opposés au SNI. Il régnait dans ces occupations une intense effervescence dans les réflexions et les actions où tout était possible, une ambiance qui libérait les paroles et les expériences que je n'ai jamais retrouvées depuis.

Je me jette à corps perdu dans ce mouvement collectif. Je rencontre dans la cour de la Sorbonne des militants révolutionnaires (ce qui explique mon engagement dans le Parti Communiste Révolutionnaire ml en 1971) et des femmes féministes au Forum « Les femmes et la révolution » initié par Anne Zelensky et Jacqueline Feldman.

Pour celles et ceux qui ont vécu l'occupation de la Sorbonne et l'« aventure soixante-huitarde », nos vies en ont été profondément marquées ; la société entière a dû tenir compte des changements profonds qu'avait suscités Mai 68. (cf. ma tribune « Nous l'avons tant aimée la révolution » parue dans le journal l'Humanité le 17 janvier 2008). Mai 68 a été un creuset pour le féminisme moderne. Il a permis l'éclosion d'un féminisme radical qui a dénoncé la violence politique de l'oppression des sexes, y compris dans les pratiques militantes révolutionnaires. (cf. Tables-rondes « Le Mai des féministes » que j'ai organisé en mai 2010 dans le cadre de la commémoration des 40 ans de mai 68 par le Collectif « Mai 68. Ce n'est qu'un début, continuons le combat »).

Cette étape marquera mon engagement par la suite dans l'expérience de la Faculté de Vincennes où j'ai travaillé de 1969 à 1989 et dans les Mouvements féministes à partir de 1971, puis de manière plus visible à partir de 1974. Je fonde, fin 1970, le Collectif de Pratiques et de Réflexions Féministes

« Ruptures » (cf. « Ruptures et féminisme en devenir » Edition Alternatives, 1984) qui donnera naissance, fin 1980, à une structure mixte en réseau, le Réseau Féministe « Ruptures » qui existe toujours et se reconnaît dans le « féminisme politique » et dans l'analyse de la domination de sexe structurante du système patriarcal.

Je quitterai le PCRml, en 1976, en même temps que d'autres militantes féministes quitteront d'autres partis politiques, avec une intime conviction, celle de la greffe impossible entre féminisme et partis politiques. (Expérience relatée plus tard dans le livre « C'est terrible quand on y pense » collectif, Éditions Galilée, 1983).

Au cours des années qui suivirent, j'ai orienté mes réflexions et mes actions dans une démarche qui donne la priorité à l'approche féministe de la société pour analyser toute question d'actualité sociale et politique. (cf. Lien : <http://www.reseau-feministe-ruptures.org>)

Mes liens avec l'Algérie depuis

Ils s'ancrent dans les solidarités internationales féministes où j'apporte mon soutien aux luttes des femmes féministes algériennes contre le Code de la famille en Algérie (je participe à la délégation des féministes Françaises lors de la manifestation internationale organisée à Alger par des féministes Algériennes contre le Code de la famille qu'elle dénomme « Code de l'infamie ») et pour le retrait de la référence au code de statut personnel faisant partie des conventions bilatérales passées entre la France et les pays d'immigration et régissant le statut d'infériorité des femmes selon les mœurs et les coutumes du pays d'origine.

J'ai poursuivi un travail d'études et de recherche avec des chercheuses Algériennes et des moudjahidines sur le thème « Femmes et mémoire de guerre » sous la direction de Danièle Djamila Amrane-Amine.

Fin 1980, je soutiens les mouvements algériens pour la démocratie.

A la demande d'associations féministes algériennes, début 1990, j'ai initié le RISFA (Réseau International de Solidarité avec les Féministes Algériennes) qui les a soutenues pendant plusieurs années dans leurs luttes contre le FIS.

Le Réseau Féministe « Ruptures » est engagé sur le terrain des luttes contre tous les intégrismes religieux depuis 1995, à la suite de la 4^{ème} Conférence mondiale des droits des Femmes à Pékin, avec le Réseau Femmes contre les intégrismes à Lyon et le Réseau Femmes sous lois Musulmanes dont nous avons été une antenne locale pendant plusieurs années. En 2010, il publie une chronologie portant sur « 20 ans de luttes féministes contre les intégrismes religieux et pour la laïcité » en co-élaboration avec Marie-Josée Salmon et Claudie Lesselier.

Le Réseau Féministe « Ruptures » est un membre actif du Collectif 17octobre61 pour la reconnaissance du crime d'État des massacres du 17 octobre 1961. Nous sommes également membre du Collectif Droit de Vote pour le droit de vote des résidents étrangers aux élections municipales en France. De la même manière que le droit de vote des femmes a été un progrès pour la démocratie, il en sera de même s'agissant du droit de vote des résidents étrangers qui vivent sur le sol français.

Ces années de luttes pour l'indépendance de l'Algérie, pour la décolonisation et contre l'impérialisme, mon expérience au PSU et de mai 1968 ont contribué à forger mes références, mes valeurs et donné du sens à mes engagements militants passés et présents.

Cet itinéraire, dans un contexte qui a été une chance, n'a rien d'exemplaire et d'extraordinaire. C'est un itinéraire de femme militante parmi d'autres, de militante féministe parmi d'autres, qui s'inscrit dans une aventure collective que je revendique encore aujourd'hui.

A suivre ...

Fait à Paris le 1^{er} juillet 2014. Contact courriel : monique.dental@orange.fr